



**HAL**  
open science

## L'impossible naissance du panthéon national espagnol

Pierre Géal

► **To cite this version:**

Pierre Géal. L'impossible naissance du panthéon national espagnol. Hommage à Carlos Serrano, Editions Hispaniques, vol.1, p.257-271, 2005. hal-00965687

**HAL Id: hal-00965687**

**<https://hal.science/hal-00965687>**

Submitted on 15 Dec 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **L'IMPOSSIBLE NAISSANCE DU PANTHEON NATIONAL ESPAGNOL.**

Pierre Géal

Université de Grenoble III

Le propos de cette étude est de contribuer aux recherches en cours sur la construction d'une identité nationale dans l'Espagne du XIXe siècle. Lorsque, à l'issue de l'Ancien Régime, le monarque cesse d'être la seule véritable référence identitaire légitime, l'État tente de forger des signes de substitution : drapeau, hymne, monuments, etc. Rien ne révèle plus clairement que le cas du panthéon à quel point importe, dans cette quête de légitimité, l'utilisation du passé. Il ne s'agit pas seulement, en effet, d'établir une continuité. L'hommage rendu aux ancêtres illustres implique un devoir moral : les prendre pour modèles et s'efforcer d'être digne d'eux. Dès lors, même si certaines d'entre elles font l'objet d'un consensus, les figures des grands hommes du passé sont bien souvent choisies et sollicitées pour servir des enjeux polémiques présents. En tentant de rendre compte des avatars de l'idée de panthéon en Espagne, je me suis efforcé d'accorder une attention particulière à ces enjeux changeants. Le panthéon, en Espagne, est-il "confisqué" par l'un des deux camps qui alternent au pouvoir, ou bien est-il repris à son compte tour à tour par chacun de ces camps, au prix de réaménagements successifs nécessaires ? Un culte civique laïc parvient-il à émerger, dans un pays où le catholicisme constitue encore un signe d'identité indéniable ? Mais ne pourrait-on faire tout aussi bien l'hypothèse inverse, que la traditionnelle vénération des reliques à l'église facilite l'instauration d'un culte des héros ? La problématique espagnole est probablement assez éloignée de celle de la France, dont le panthéon reste marqué par ses origines révolutionnaires. C'est pourtant sous l'occupation française que se place la genèse du panthéon en Espagne.

### *Les origines : une importation forcée ?*

En 1810, Joseph Bonaparte édicte un décret visant à la conservation des sépultures des hommes célèbres<sup>1</sup>. Dans le contexte des suppressions de couvents impliquées par la réforme religieuse, il s'agit de les préserver de la destruction. Au-delà, cependant, le décret manifeste la volonté de promouvoir véritablement le respect des gloires nationales : les sépultures affectées par la suppression des couvents seront transférées à la cathédrale ou à l'église principale du lieu ; il est précisé qu'à Madrid, par exemple, seront rassemblées dans l'église de San Isidro el

Real les cendres de Cervantes, du sculpteur Gaspar Becerra, de l'écrivain et diplomate Saavedra Fajardo, de l'historien Solis et du navigateur Jorge Juan.

Cette volonté d'honorer la mémoire des "Espagnols illustres" n'est naturellement pas nouvelle. La pratique des éloges funèbres, comme en France, en apporte l'évidence, mais l'on songe plus encore aux séries d'hommes illustres dont la Renaissance se montre friande<sup>2</sup>. Les honneurs ne sont pas simplement rendus aux vertus civiques et militaires : c'est à l'exaltation des gloires littéraires espagnoles, par exemple, qu'est vouée l'œuvre de Nicolás Antonio, au XVII<sup>e</sup> siècle. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'article consacré à l'Espagne dans l'*Encyclopédie méthodique*, jugé offensant, suscite une réponse officielle où sont recensés les apports des principaux savants, hommes de lettres et artistes espagnols à la culture et à la science.

Entre ces panthéons de papier et le panthéon de pierre, les projets d'architecture que l'on peut trouver dans les archives de l'Académie des Beaux-arts font figure d'étape intermédiaire<sup>3</sup>. À cet égard, l'Espagne semble parfaitement en phase avec l'Europe des Lumières. La nécessité de construire des cimetières, afin de répondre aux exigences hygiénistes qui s'imposent alors, explique la place inédite que prend l'architecture funéraire dans les exercices académiques. Dans les projets de cimetières présentés par les élèves, on notera que ceux-ci réservent souvent des espaces propres aux "personnes de distinction", et incluent parfois des "panthéons d'hommes illustres" ou des niches destinées à recueillir les restes de "héros" (cf. le projet de Leonardo Clemente, *Cementerio con panteón para Señores títulos*, de 1808). Nombreux sont également les projets de monuments sépulcraux ; si certains sont destinés à honorer la mémoire de tel ou tel héros, ou encore à réunir, de manière classique, des sépultures royales, d'autres relèvent d'un esprit nouveau : en 1772, Antonio López Losada dessine un *Templo del Honor y la Inmortalidad*, et en 1792, Mateo Vicente Taberero présente un projet de *Panteón para los héroes de la nación*. D'un point de vue stylistique, on remarque l'influence considérable qu'a sur ces projets le Panthéon romain, tandis qu'à partir de 1800 pyramides et obélisques deviennent de plus en plus fréquents.

La nouveauté du décret joséphien semble résider dans l'importance accordée à la dimension symbolique, à la mise en scène du culte rendu aux hommes illustres : transferts de cendres et de monuments funéraires, rassemblements de sépultures en un même lieu. En se montrant aussi prompt à exalter les gloires nationales, le pouvoir pense-t-il parvenir à se débarrasser du qualificatif d'"intrus" par lequel ses adversaires le stigmatisent<sup>4</sup> ?

Le décret de 1810 ne donne lieu qu'à une mise en œuvre partielle<sup>5</sup>. Faut de temps, sans doute, mais aussi peut-être en raison de résistances locales, telles celle dont fait l'objet le transfert de la sépulture du Cid du monastère de San Pedro de Cardena à la ville proche de Burgos. On sait que le monument construit sous Philippe V, endommagé par la soldatesque, est restauré sur l'ordre du général Thiébault puis installé avec ostentation, à Burgos, sur une promenade publique. Il s'agit de rendre le Cid à sa ville natale et faciliter l'accès au monument, jusqu'alors situé dans un endroit retiré. Mais l'opération suscite un rejet de la part des habitants de Burgos, qui y voient, semble-t-il, une profanation et une atteinte à la dernière volonté du héros, qui avait souhaité être enterré dans le monastère<sup>6</sup>.

La politique de l'occupant en matière de célébration des gloires nationales historiques n'a pas véritablement de pendant du côté patriotique : celui-ci met au contraire en exergue, comme on pouvait s'y attendre, les héros contemporains qui se sont distingués dans la lutte contre les Français<sup>7</sup>. À Madrid comme en province, la presse, la littérature, la gravure participent activement à la glorification de ces figures bientôt légendaires. C'est ainsi que prend corps, en particulier, le culte à Daoiz et Velarde, deux officiers de l'artillerie au courage exemplaire, tués lors du soulèvement de Madrid le 2 mai 1808. Lors de la commémoration de cette révolte, le 2 mai 1814, une cérémonie solennelle est organisée à l'initiative de J. Canga Argüelles (député libéral des Cortès), au cours de laquelle sont exhumées puis transférées à l'église madrilène de San Isidro les dépouilles de Daoiz, Velarde, et celles de victimes anonymes de la répression française. Ce qui aurait pu être le noyau d'un panthéon plus vaste demeure sans lendemain : le régime absolutiste rétabli deux jours plus tard par Ferdinand VII, de retour en Espagne, modifie profondément le sens de l'hommage rendu à Daoiz et Velarde. Il ne s'agit plus de célébrer la mémoire de citoyens exemplaires, issus du peuple et luttant pour la liberté, mais d'honorer deux militaires qui, en parfaits vassaux, se sont sacrifiés pour permettre le retour de leur souverain. La commémoration du 2 mai perd sa dimension civique et ne conserve que sa dimension religieuse.

### *Cinquante ans d'insuccès pour un panthéon libéral*

Le projet d'un panthéon national se dessine pour la première fois nettement au cours du *trienio liberal* (1820-1823). Loin de se situer hors des luttes politiques, il apparaît alors avant tout comme l'incarnation de la mémoire libérale des Cortès de Cadix, mémoire condamnée à la clandestinité depuis le retour au pouvoir de Ferdinand VII, comme le souligne Canga Argüelles dans la présentation du projet aux Cortès, le 2 mai 1822<sup>8</sup>. De manière significative, Canga Argüelles établit un lien entre ce projet et les diverses formes d'honneurs rendus aux "héros de la liberté et de l'indépendance", notamment l'inscription de leurs noms sur des plaques commémoratives dans l'enceinte même des Cortès. Il reviendra aux Cortès de déterminer qui méritera d'entrer au panthéon, mais il propose d'y admettre en tout premier lieu les cendres de Padilla, Bravo, Lanuza, Maldonado, Heredia, Daoiz, Velarde, Alvarez, Porlier, Lacy "et des autres citoyens dont les noms ornent le Congrès", ainsi que celles de Felipe Arco-Agüero. À la mémoire libérale récente de la guerre d'Indépendance et de la période sombre de l'après-guerre, plus récente encore, sont ainsi associées des figures classiques de la lutte contre le despotisme ; un lien historique est explicitement posé, qui réunit les héros d'un combat commun séculaire, des *comuneros* aux auteurs des dernières tentatives de *pronunciamentos* contre Ferdinand VII. Pour mieux marquer la dimension politico-militaire du lieu, les drapeaux pris à l'ennemi y seront également placés, et c'est au panthéon que les régiments recevront leurs insignes et étendards.

Quelques jours plus tard, une "commission spéciale des Beaux Arts" est créée. Plutôt que l'église de Santo Tomás proposée par Canga Argüelles, on s'oriente vers celle du couvent de la Trinidad, plus claire et plus vaste<sup>9</sup>. Bref, le projet prend forme. Faute de temps, probablement, il n'aboutit pas. Il se trouve

naturellement annulé par la restauration réactionnaire de 1823, et comme tant d'autres projets ou réalisations du *trienio liberal*, il faut attendre le retour des libéraux au pouvoir, à partir de 1835, pour le voir réapparaître.

Une fois encore prime la volonté d'honorer la mémoire libérale. Très explicitement, la commission qui fait renaître le projet de panthéon, en 1837, a pour mission de trouver les moyens les plus adéquats pour "honorer la mémoire des victimes sacrifiées par le despotisme depuis l'année 1823"<sup>10</sup>. Le long préambule du projet de décret, après avoir rappelé les exploits de quelques-uns des plus marquants de ces héros de la liberté (Riego, Empecinado, Manzanares, Miyar, Mariana Pineda, Torrijos), demande que leurs noms soient inscrits dans l'hémicycle des Cortès. Le panthéon, qui devra être établi dans l'église de l'ancien couvent de San Francisco el Grande, est présenté comme le complément indispensable de cette première disposition. Se disant animée par un désir d'impartialité, la commission entend prendre des précautions pour que "l'aveugle esprit partisan" soit étranger à un tel lieu. Ne seront examinés par les Cortès, en vue de leur admission au panthéon, que les cas des hommes illustres morts depuis plus de cinquante ans. Soulignons enfin que les auteurs du projet ne souhaitent nullement restreindre aux héros politiques l'accès au panthéon : "[...] les lettres et les armes espagnoles nous offrent, dans les siècles passés, des hommes éminents qui peuvent et doivent être les premiers hôtes du panthéon national"<sup>11</sup>.

Au détour des débats qui suivent, des éclaircissements sur la genèse de la commission confirment son ancrage libéral : un député a proposé d'inscrire le nom de Riego sur une plaque commémorative dans l'enceinte des Cortès, puis d'autres députés ont suggéré d'ajouter celui de Mariana Pineda... De façon quelque peu surprenante, c'est précisément la question des noms dignes d'être l'objet d'une inscription qui accapare les débats, reléguant à l'arrière-plan le projet de panthéon. On polémique sur les mérites du général Mina, on demande qu'au nom de Torrijos soient associés ceux des martyrs qui furent fusillés avec lui le 11 décembre 1831. On suggère d'inscrire non pas seulement les noms de quelques héros mais ceux des nombreux combattants qui ont péri dans la lutte pour la liberté : certes, la rareté des honneurs en fait leur prix, mais le nombre de ses héros contribue à la gloire d'une nation<sup>12</sup>. Concernant le panthéon, au contraire, la discussion est brève. Un délai de vingt ans après la mort d'une personnalité susceptible d'y être admise "ne suffirait-il pas ?", avance un député, pensant peut-être qu'il serait bon de panthéoniser immédiatement les héros de la guerre d'Indépendance. Un membre de la commission rappelle que le délai de cinquante ans prévu dans le projet a paru prudent, mais que la commission est entièrement disposée à le modifier si les Cortès le jugent utile. Aucune suggestion n'apparaît, au cours des débats, au sujet de l'identité précise des premiers occupants du panthéon, et l'article 3 du projet de décret est voté (sans modification du délai) lors de la séance du 3 novembre 1837.

Le changement de contexte politique (les "modérés" viennent de l'emporter sur les "progressistes" aux élections législatives de septembre 1837) explique sans doute en grande partie que le projet soit resté lettre morte. Sa relance sous la régence d'Espartero (1840-1843), par le décret du 7 février 1841<sup>13</sup>, échoue elle aussi, en dépit d'une formulation qui étend encore plus clairement hors du domaine politique les critères définissant le mérite patriotique.

Le projet demeure dans les mémoires, cependant, même dans le camp "modéré" au pouvoir presque sans interruption jusqu'en 1868 : un projet de loi concernant l'érection de monuments publics en l'honneur d'Espagnols illustres, en 1858, s'y réfère explicitement pour proposer un même délai de cinquante ans entre la mort et l'examen du cas par le législateur (ce projet de loi exige en effet l'approbation du législateur pour que soit érigé un monument public de ce type)<sup>14</sup>.

De façon significative, également, le thème du panthéon apparaît de plus en plus fréquemment parmi les sujets choisis par les candidats au titre d'architecte, dans les épreuves organisées par l'académie de San Fernando. Si dans le projet de José Murga, en 1834, il s'agit d'un panthéon destiné à recevoir les cendres des "héros morts pour la défense de la patrie"<sup>15</sup>, Manuel de Prado y Valle présente en 1839 un "projet de panthéon monumental consacré à la mémoire des hommes éminents dans les arts et les sciences"<sup>16</sup>. L'orientation se confirme dans les années suivantes : les panthéons imaginés par les candidats sont de caractère civil et non militaire. Ainsi ceux que conçoivent, en 1845, José Domingo<sup>17</sup> et José María Gómez<sup>18</sup>. Le panthéon apparaît encore en 1855 dans le projet que présente Antonio Carnicero y Cardiel, mais non de façon indépendante : il est envisagé par ce candidat comme l'un des éléments d'un musée archéologique<sup>19</sup>. Les plans dessinés par ces candidats font preuve de peu d'originalité : l'usage répété de certaines figures, en particulier la coupole et l'obélisque, montre au contraire la diffusion de modèles présents dans des recueils comme le *Précis* de J. N. L. Durand, dont on sait l'influence qu'il exerce sur la pédagogie de l'architecture dans l'Espagne du XIXe siècle<sup>20</sup>.

Au-delà de ces projets de papier, un véritable souci de préservation des dépouilles et des sépultures des hommes illustres apparaît pour la première fois en Espagne depuis le décret de 1810. Des instructions sont données en ce sens au *jefe político* de chaque province en 1840<sup>21</sup>, et c'est l'une des tâches qui incombent explicitement aux Commissions des monuments historico-artistiques créées par le gouvernement "modéré" en 1844, auxquelles a été confiée la mission de protéger un patrimoine artistique et archéologique national mis à mal par les conflits récents et la réforme religieuse. Comme dans les autres domaines, l'action des Commissions des monuments sera d'une efficacité très variable, mais l'on doit surtout se demander si la prise en charge de ces sépultures par des organismes locaux ne favorise pas un ancrage régional de la mémoire des hommes illustres, au détriment d'une éventuelle centralisation au sein d'un panthéon national.

Que cette hypothèse soit ou non pertinente, on ne peut manquer d'observer l'émergence, dans les années centrales du XIXe siècle, de projets plus ou moins élaborés de panthéons régionaux. L'académie des Beaux-Arts de Valence, en 1843, ou encore la Commission des monuments historico-artistiques de Cordoue, en 1847, caressent de telles idées<sup>22</sup>. En me fondant sur l'analyse qu'en a présentée Stéphane Michonneau, je privilégierai dans cette étude le cas de Barcelone, où la Députation envisage en 1864 de réunir dans un même lieu les cendres du général Mansó (héros de la guerre contre les Français, mort en 1863) et celles d'autres Catalans illustres, par exemple le poète Aribau, l'un des pères de la Renaixença<sup>23</sup>. Bien vite, cependant, le projet prend une orientation différente<sup>24</sup>. On juge bon d'exiger un délai de quarante ans entre le décès et l'accès éventuel au panthéon, ce qui exclut d'office Mansó et Aribau. Une première liste est élaborée, qui comprend

des Catalans s'étant rendu célèbres par les armes, la plume, ou le pinceau. On y trouve Ramon Berenguer III le Grand, Jaume Ier le Conquérant, Pere III le Grand et son amiral Roger de Llaúria, le peintre Viladomat, Pablo Claris, l'historien Antoni de Capmany, le chroniqueur Muntaner, l'historien Pujades et l'écrivain Pere Garcia (plus connu sous le nom de Recteur de Valfogona). Même si le choix est en partie déterminé par la "disponibilité" des dépouilles, on s'explique mal les absences de Geoffroy le Velu, Ramon Berenguer Ier, Alphonse le Chaste, Martin l'Humain – dernier roi en ligne directe des Comtes de Barcelone –, ou encore Rafael Casanova. Aucune note explicative, malheureusement, ne précise les critères retenus. On remarquera simplement la prédominance des hommes politiques et des monarques sur les artistes et les hommes de lettres, ainsi que l'importance accordée aux historiens et chroniqueurs.

Faute de l'accord du gouvernement pour réaliser le panthéon, le projet disparaît pendant presque quinze ans. Dans l'intervalle, un panthéon national a fini par voir le jour à Madrid.

#### *De l'inauguration solennelle au discret démembrement : 1869-1874*

Le véritable accomplissement de la loi de 1837, revendiqué comme tel par ses promoteurs, est en effet le décret du 31 mai 1869 fixant au 6 juin, jour de la proclamation de la nouvelle constitution, l'inauguration du panthéon, et nommant une commission chargée des préparatifs<sup>25</sup>. Le panthéon national apparaît ainsi comme l'une des premières réalisations du *Sexenio democrático*. Le conseiller municipal de Madrid Angel Fernández de los Ríos se trouve à l'origine de cette initiative, et c'est le vieux leader progressiste Salustiano Olózaga, membre de la commission ayant élaboré la loi de 1837, qui est choisi pour présider cette nouvelle commission. Le préambule du décret présenté par le ministre Ruiz Zorrilla souligne l'opportunité de faire coïncider l'inauguration du panthéon avec l'avènement de la nouvelle constitution, qui marque "le passage ardemment souhaité des conquêtes de la révolution aux réformes de l'avenir". Evoquant les exemples de Westminster, de Santa Croce et du Panthéon français, il affirme que l'Espagne ne doit pas être en reste. Les dépouilles des grands hommes dont l'Espagne s'honore et qui durant trois siècles n'ont reçu des pouvoirs oppresseurs, pour récompense, que "les chaînes, les proscriptions, la torture, l'échafaud, l'indifférence et l'oubli", trouveront enfin le destin qu'ils méritent.

S'agissant du choix des hôtes dignes de résider au panthéon, l'ampleur chronologique est maximale, puisque le premier nom suggéré n'est autre que celui du Cid. Le préambule insiste sur la volonté d'écarter les "héros de circonstances" au profit de personnalités d'une valeur incontestable, et la liste des noms proposés comprend, en effet, des hommes de lettres et de sciences. Ce texte mentionne ainsi, dans l'ordre : "le Cid, Guzmán el Bueno et Gonzalo de Córdoba, héros de la reconquête ; Lanuza, le martyr de la tyrannie de Philippe II ; Mariana, Cisneros, Quevedo, Arias Montano, Nebrija, Jovellanos, le Comte d'Aranda et Campomanes, hommes de science et de paix ; Alonso Cano, Juan de Juanes, Herrera et Rodríguez, les grands génies artistiques ; Garcilaso, Ercilla, Calderon, Tirso, Moreto et Meléndez Valdés, ornement des lettres espagnoles ; Jorge Juan, Gravina et Churruca, orgueil de notre marine". Si les noms de Cervantes, Lope de

Vega, Vélasquez, Padilla, Bravo et Maldonado sont absents, c'est que, comme l'explique le préambule, leurs restes ont disparu, victimes de l'indifférence ou de l'hostilité de la "tradition absolutiste". Les libéraux de 1869 s'érigent donc en gardiens d'une mémoire bafouée par le despotisme et dont serait cependant absent, selon eux, tout esprit partisan. Aucun délai minimum entre le décès et l'accès au panthéon n'est fixé, mais l'on observe que Meléndez Valdés est celui dont le décès (en 1817) est le plus récent. Notons, en outre, que Daoiz et Velarde – dont les restes reposent depuis 1840 au Campo de la Lealtad (au pied du monument au 2 Mai dont la construction, envisagée dès 1811, avait été entravée par Ferdinand VII) – ne figurent pas dans cette liste indicative, ni aucun autre héros de la guerre d'Indépendance (le nom de Jovellanos évoque sans doute bien davantage l'archétype de l'homme des Lumières que celui du président de la Junte Centrale qu'il fut pendant la guerre).

La mise en œuvre du décret doit affronter des problèmes pratiques, et réclame plus de temps que les quelques jours initialement prévus. Dans certains cas, les descendants ou la population locale s'opposent au transfert, qui est immédiatement annulé : ainsi la famille de Jovellanos, la population de Burgos (patrie du Cid) et celle d'Alcalá de Henares (patrie de Cisneros)<sup>26</sup>. Souvent, comme pour Cervantes, Lope de Vega, ou encore Jorge Juan les restes mortels sont introuvables, si bien que la liste de noms que la commission en charge du panthéon fait approuver à l'unanimité par les Cortès, le 10 juin 1869, comprend désormais : Juan de Mena, Gonzalo Fernández de Córdoba, Garcilaso de la Vega, Ambrosio Morales, Alonso de Ercilla, Lanuza, Quevedo, Calderón de la Barca, le marquis de la Ensenada, Ventura Rodríguez, Juan Villanueva, Gravina. Deux fois reportée, l'inauguration a finalement lieu le dimanche 20 juin 1869, et la liste précédente s'accroît d'Andrés Laguna et du comte d'Aranda, tandis que sur des plaques commémoratives placées dans l'enceinte du panthéon sont inscrits les noms de ceux que l'on aurait souhaité inclure, mais dont les restes mortels ont disparu : Ruiz (archiprêtre de Hita), Vives, Cervantes, Mariana, Lope de Vega, Moreto, Tirso de Molina, Vélasquez, Viriato, Elcano, Hugo de Moncada, Jorge Juan, Padilla, Bravo, Maldonado, Antonio Pérez<sup>27</sup>.

Une brochure est éditée, détaillant le programme de la cérémonie, soigneusement organisée. Après un répons solennel dans l'église d'Atocha, où ont été rassemblés les restes mortels, cent coups de canon donneront le signal du départ. Le cortège empruntera les artères du cœur de la capitale pour rejoindre l'ancienne église de San Francisco el Grande. Notons qu'à son passage par la place de la Constitution retentira une marche triomphale suivie d'un hymne à la patrie. Son arrivée au panthéon sera accueillie par cent coups de canon, puis l'acte d'inauguration sera signé par les plus hauts personnages de l'État<sup>28</sup>. Avec à leur tête le "char de l'Espagne", décoré des armes des provinces, des colonnes d'Hercule, du lion et du drapeau national, les chars se succéderont selon un ordre chronologique, de Villanueva à Juan de Mena, chacun étant accompagné d'un cortège propre. Un "char de la Renommée" fermera la marche. Au centre de la façade de l'ancienne église de San Francisco el Grande, un médaillon porte l'inscription "Pyramidum altius", accompagnée de la dédicace : "España a sus preclaros hijos". Relayée par la presse, qui, les jours précédents, a tenu ses lecteurs informés des transferts de cendres, la cérémonie semble être un succès populaire.

Même le journal conservateur *La Época* reconnaît ce succès et souligne que se sont trouvées rassemblées toutes les classes de la population<sup>29</sup>.

Ce même journal, pourtant, avait critiqué certains aspects du projet, polémiquant sur ce point de façon suivie avec le progressiste *La Iberia*<sup>30</sup>. Quoique timidement, le journal conservateur reproche au gouvernement d'utiliser le panthéon à son profit, en décidant d'associer son inauguration à la promulgation de la nouvelle constitution. Il invoque ensuite le droit des localités (mais "pueblos" veut aussi dire "peuples", "populations") à conserver les restes des hommes illustres qui y ont vu le jour : "la centralisation morale [...] est encore plus injuste et plus pernicieuse que la centralisation matérielle"<sup>31</sup>. Il juge enfin que l'idée d'un panthéon est peu en harmonie avec l'esprit religieux des peuples modernes. Si dans le cas de l'Angleterre "l'esprit historique" conserve toute sa vivacité, le Panthéon parisien est "la chose la plus triste au monde". En Espagne le sentiment historique fait défaut, tout comme "les lumières et l'impartialité requises pour apprécier le passé à sa juste valeur" : en témoigne, selon *La Época*, l'injuste dénigrement des gouvernants des siècles précédents auquel se livre le ministre dans le préambule du décret. Bien loin d'être les victimes du despotisme et de l'église, les grands hommes que l'on va faire entrer au panthéon (et qui sont dignes d'y entrer : le choix de ces grands hommes n'est pas contesté) "représentent l'influence de la religion, de l'Église, de la monarchie et du sentiment patriotique sur notre histoire"<sup>32</sup>.

*La Iberia* réfute tous ces arguments et défend, comme le préambule du décret, une lecture libérale de l'histoire de l'Espagne<sup>33</sup>. À propos de la "centralisation morale", ce journal accuse *La Época* de mauvaise foi. Pourtant, comme le relève *La Época*, le *Diario de Barcelona* s'en prend lui aussi à ce dépouillement de la province au profit de la capitale<sup>34</sup>. *La Iberia* rétorque en reproduisant une lettre adressée à Olózaga par un descendant de Juan Ginés de Sepúlveda, au nom de la municipalité de Pozoblanco, preuve que le panthéon national exerce un attrait puissant.

Le succès de la cérémonie d'inauguration et la polémique que je viens d'évoquer attestent l'impact de l'événement<sup>35</sup>. Dans l'euphorie du moment, des projets de plus grande ampleur sont envisagés, à l'initiative du très actif Fernández de los Ríos. Dans une lettre qu'il adresse le 24 juillet 1869 au ministre de *Fomento*, il préconise de transférer au panthéon les sépulcres qui abritaient les restes de ceux qui y sont désormais enterrés, ou, à défaut, d'en passer commande à des sculpteurs, afin de faire du panthéon un "riche musée monumental, hautement intéressant pour l'histoire de l'art" (il est vrai que les simples urnes funéraires devaient faire l'effet d'un dénuement malvenu)<sup>36</sup>. Surtout, il propose de réunir à proximité immédiate du panthéon le musée archéologique, le musée naval, le musée de l'armée ainsi qu'un centre d'archives. Un droit d'entrée modique acquitté par les visiteurs leur permettrait d'avoir accès à ces différents établissements, jusqu'alors dispersés. Un tel projet présenterait en outre, selon lui, l'avantage de rendre attractif le quartier déshérité de la Latina, où se trouve San Francisco el Grande.

Le souci urbanistique apparaît ainsi très présent dans le programme que suggère Fernández de los Ríos, mais on soulignera surtout sa volonté de rassembler en un même lieu panthéon, musées et centre d'archives : la mémoire de

la nation acquiert de la sorte une unité visible, palpable<sup>37</sup>. Ajoutons que le texte même du préambule du décret du 31 mai 1869 faisait état du projet de percement d'une voie hautement symbolique, reliant le panthéon aux Cortès<sup>38</sup>.

Pourtant, dans sa *Guía de Madrid*, publiée en 1876, A. Fernández de los Ríos souligne l'abandon et l'indifférence dont a été rapidement victime le panthéon de la part des autorités<sup>39</sup>. En 1873, semble-t-il à l'instigation de Fernández de los Ríos<sup>40</sup>, le ministre Castelar s'est proposé d'y porter remède. Des documents conservés à l'Archivo General de la Administración révèlent que des questions de propriété affectent l'ancienne église de San Francisco el Grande<sup>41</sup>. Le 21 octobre 1869, l'Œuvre Pie de Jérusalem a été reconnue propriétaire de San Francisco el Grande. L'obstacle ne paraît cependant pas insurmontable, et avec le concours de son ministère, qui dispose des ressources financières suffisantes, Castelar estime qu'il est possible de mener à bien les aménagements nécessaires. Le ministère de Fomento lui adresse la documentation correspondante, ainsi que des plans élaborés par l'architecte Francisco Jareño (non conservés par l'A.G.A.). À en croire Fernández de los Ríos, une maquette est élaborée, présentant notamment l'installation dans San Francisco el Grande de sépulcres correspondant à chacun des hommes illustres s'y trouvant enterrés. Cependant ces démarches n'ont pas de suite, sans que la raison d'un tel échec apparaisse clairement.

En 1874, année de transition vers la restauration d'une monarchie conservatrice, le panthéon commence à se désagréger. La première atteinte qu'il subit est l'effacement des inscriptions disposées sur les piliers, portant le nom des hommes illustres dont on n'avait pu retrouver les restes mortels. Le *conservador* de San Francisco el Grande, un membre de l'Œuvre Pie de Jérusalem, en informe le ministère de *Estado* (Affaires étrangères) le 13 avril<sup>42</sup>. Visiblement, cela se fait avec l'accord du gouvernement. Six mois plus tard, la dépouille de Calderón est retirée du panthéon et, sous la pluie, un cortège clairsemé l'accompagne au cimetière de la confrérie de San Nicolás, d'où elle provenait<sup>43</sup>. Aucune explication n'est donnée, semble-t-il, mais la presse comprend sans peine que désormais, c'en est fini de ce panthéon qui était loin d'avoir atteint la légitime magnificence que réclamaient ses promoteurs<sup>44</sup>. Tour à tour, les restes des hommes illustres sont restitués à leurs anciennes demeures. Les archives et la presse permettent de suivre cette longue procession à l'envers, qui s'échelonne sur presque dix ans, jusqu'en 1883<sup>45</sup>.

Ce lent démembrement se réalise discrètement, et lorsqu'un député, le 15 juin 1883, interpelle le gouvernement à ce sujet, le seul ministre présent aux Cortès, celui de la Guerre, déclare ne pas être au courant<sup>46</sup>. Cynisme ou sincérité, peu importe en définitive. Le régime conservateur de la Restauration ne veut pas s'embarrasser d'un lieu qui ne porte que trop la marque de ses pères libéraux.

### *Les alternatives au panthéon national*

En Catalogne, le déphasage est frappant : c'est en effet dans les premières années de la Restauration que l'on observe un regain d'intérêt pour le projet de panthéon des Catalans illustres, coïncidant avec la formidable renaissance, au même moment, du culte aux héros locaux de la guerre d'Indépendance<sup>47</sup>. En 1881, les deux programmes de mémoire convergent et la municipalité décide de réunir

dans un même panthéon "les martyrs de la Guerre d'Indépendance et autres Catalans illustres". Le maire Rius y Taulet propose comme emplacement l'ancienne église de la Citadelle, à quelques mètres du lieu de supplice des martyrs de 1809. Ce programme, on le voit, entend exalter une mémoire farouchement espagnole mais à forte tonalité provinciale, mettant en valeur l'apport décisif de la Catalogne à la construction de la nation espagnole.

Le projet s'enlise cependant, en dépit de l'appui que lui prêtent, par exemple, le *Diario de Barcelona* et *La Renaixença*. L'ancienne église de la Citadelle est sauvée de la destruction, mais les travaux d'aménagement ne sont pas entrepris, et au lendemain de l'Exposition Universelle de 1888, rien n'a avancé. En 1889, Rius y Taulet confirme pourtant solennellement la décision prise en 1881 et réaffirme la nécessité de rassembler dans un panthéon les restes des martyrs de la guerre d'Indépendance et ceux d'autres gloires catalanes. Il mentionne même le nom de quelques Catalans illustres dont les dépouilles devraient y être transférés : Capmany, Aribau, et Fortuny. On perçoit là une différence sensible avec le projet de 1865 : visiblement, l'héritage médiéval tant valorisé par les premiers romantiques n'est plus de mise. Désormais, les martyrs de 1809 forment le noyau originel complété par trois figures de la *Renaixença* dans les champs historique, philologique, littéraire et pictural. Un fil conducteur va de l'un à l'autre en faisant de la *Renaixença* l'aboutissement ultime du combat pour la liberté. L'inclusion de Fortuny et Aribau, morts respectivement 15 et 27 ans auparavant, montre que le désir d'établir une telle continuité prend le pas sur les scrupules qui, en 1865, imposaient un délai de quarante ans après le décès.

L'impulsion donnée en 1889 demeure insuffisante. Les plans d'aménagement de l'ancienne église, élaborés par l'architecte municipal Pere Falqués i Urpí, sont approuvés en 1894, et les travaux sont adjugés la même année, mais ils sont interrompus dès 1895 et les restes des martyrs de la guerre d'Indépendance sont transférés au Cimetière de l'Ouest. En définitive, l'échec du projet de panthéon catalan dans les années 1890 trahit l'affaiblissement du courant libéral-provincialiste qui en était le promoteur<sup>48</sup>.

À Madrid, si le panthéon national, pourtant parvenu à un premier stade d'existence, se désagrège finalement sous le régime de la Restauration, un autre panthéon semble rencontrer plus de succès à la même époque : il s'agit du panthéon d'Atocha, installé dans la basilique du même nom. Le lieu est hautement symbolique, car la Vierge d'Atocha est l'une des plus vénérées de Madrid et elle est déclarée depuis 1643 protectrice de la monarchie, qui entretient avec cette église, placée sous son patronage, des liens privilégiés. À l'inverse du projet qui se réalise en 1869 à San Francisco el Grande, le panthéon d'Atocha ne se dessine que progressivement, au fil des inhumations, sans transfert de sépultures. Surtout, son caractère est beaucoup plus limité puisque, du moins initialement, ne sont rassemblés que les restes de militaires espagnols illustres, tels Palafox, héros de la guerre d'Indépendance, O'Donnell (qui y est enterré à sa mort en 1867), Prim (en 1871), ou encore Concha (en 1874). Comment interpréter dès lors l'inhumation d'un homme politique comme Ríos Rosas, en 1873, sur décision des Cortès constituantes ? Probablement faut-il y voir l'acquisition par la basilique d'Atocha d'un statut d'antichambre du panthéon national : ainsi les restes du compositeur

Doyagüe, dont la mort est trop récente (1842) pour qu'il soit admis au panthéon, ont-ils été placés "en dépôt" à Atocha en 1869<sup>49</sup>, et l'on se souvient par ailleurs que, pour la cérémonie d'inauguration du panthéon national, les cendres ont d'abord été rassemblées à Atocha, d'où est parti le cortège. En définitive, dans les années 1870-1880, la basilique d'Atocha n'abrite pas même un panthéon des gloires militaires de l'histoire espagnole. C'est précisément cet argument que fait valoir un certain José Revilla García lorsqu'il adresse, en 1869 puis en 1872, le projet de construction d'un panthéon où reposeraient les restes des "illustres guerriers" espagnols<sup>50</sup>. Sans succès.

À la fin des années 1880, le délabrement de la basilique d'Atocha finit par imposer la nécessité de sa reconstruction. A cette fin, un concours public est lancé en 1890, que l'architecte Fernando Arbós remporte l'année suivante, avec un projet qui comprend un "lieu destiné aux inhumations" accessible de l'intérieur de l'église comme de l'extérieur<sup>51</sup>. Comme le montre la devise inscrite sur le piédestal de la colonne couronnée d'une croix, placée au centre, c'est l'héroïsme militaire, ou tout au moins politique, qui sera ici célébré : "Pro patria mortibus honor et pax". Tandis que la démolition de l'ancienne basilique est entreprise, à partir de 1892, on procède à la réalisation du projet d'Arbós, en commençant par des éléments secondaires : le campanile et le "lieu destiné aux inhumations". La construction de ce dernier est achevée en 1901, même si sa décoration demeure incomplète jusqu'en 1914. En revanche, le reste du projet, c'est-à-dire l'essentiel, la basilique, ne sera jamais réalisé<sup>52</sup>.

Toutes les sépultures de l'ancienne basilique d'Atocha ne sont pas transférées dans ce nouveau panthéon. Une sélection est opérée, dont Prim, Castaños, Concha, Palafox et Ríos Rosas se trouvent les premiers bénéficiaires ; le nouveau panthéon est béni le 5 juillet 1902<sup>53</sup>. Il accueille peu après les dépouilles de Sagasta et de Cánovas del Castillo. En 1911, la démolition annoncée du cimetière de la confrérie de San Nicolás de Bari implique la disparition du monument funéraire érigé par souscription au sein duquel se trouvent rassemblées depuis 1857 les sépultures d'Argüelles, Calatrava, et Mendizábal, et auxquelles se sont ajoutées par la suite celles de Muñoz Torrero, Olózaga, Castro y Orozco et Martínez de la Rosa<sup>54</sup>. À l'initiative d'une commission de parlementaires, appuyée par le Comte de Romanones, président de la Chambre, les restes mortels de ces figures du libéralisme sont transférés (à l'exception de ceux de Castro y Orozco) au panthéon d'Atocha en 1912<sup>55</sup>. Peu après entrent au panthéon les restes de Canalejas, et plus tardivement, en 1928, ceux d'Eduardo Dato. Malgré ces efforts initiaux, le panthéon d'Atocha, trop lié au régime de la Restauration pour disposer d'une légitimité durable, se trouve délaissé au cours des décennies suivantes, tant par la République que par le Franquisme, promoteurs de mémoires exclusives.

Au terme de ce parcours sommaire, les échecs successifs du panthéon national en Espagne apparaissent clairement imputables, pour une large part, aux marques politiques dont les projets respectifs ne peuvent se départir. Étroitement associé à l'idéologie "progressiste", le panthéon qui voit finalement le jour en 1869 à San Francisco el Grande ne survit pas à la faillite du *Sexenio Democrático* ; dans les décennies suivantes, la Restauration ne parvient à honorer à Atocha que quelques héros militaires du XIXe siècle auxquels sont associées des figures

historiques du libéralisme confusément mêlées à des hommes politiques très récemment disparus. Mais les oppositions politiques nationales ne semblent pas seules en cause : les provinces ne se laissent pas toujours déposséder sans résistance des restes illustres auxquels elles manifestent parfois un attachement visible. Des tentatives pour créer des panthéons locaux voient même le jour, tentatives généralement infructueuses, semble-t-il, mais qu'il conviendrait d'étudier en détail et de manière exhaustive. Le cas catalan, dont la complexité exigerait une analyse approfondie, révèle les failles de la construction d'une mémoire libéral-provincialiste qui entend défendre un double patriotisme, espagnol autant que catalan ; mais l'échec de la relance du projet de panthéon autour de la figure de Rafael Casanova, en 1913, montre que la mémoire catalaniste rencontre des difficultés très comparables.

Si l'impossibilité d'un culte unifié des grands hommes ne paraît pas compensée par une vigueur particulière des hommages localement rendus aux hommes illustres, il est probable, en revanche, qu'elle ait facilité par la suite la construction sous le Franquisme d'un culte aux *caídos*, mémoire longtemps explicitement exclusive, entièrement polarisée autour de la figure martyre de José Antonio.

## NOTES

<sup>1</sup> Décret du 21 juin 1810 (*Prontuario de las leyes y decretos del Rey Nuestro Señor Don José Napoleón I*, t.II, Madrid, Imprenta Real, 1810, pp.173-175).

<sup>2</sup> Cf., par exemple, le *Libro de verdaderos retratos de ilustres y memorables varones* de Francisco Pacheco (inédit jusqu'en 1886).

<sup>3</sup> Sagar Quer, Carlos, "Ciudades de la memoria. Proyectos de arquitectura funeraria de la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando", *Academia*, 81, 2<sup>o</sup> sem. 1995, pp.449-476.

<sup>4</sup> La même question peut être posée à propos de la défense et de la promotion du patrimoine artistique espagnol que le pouvoir jacobin prétend assurer.

<sup>5</sup> Cf. Mercader Riba, Juan, *José Bonaparte rey de España (1808-1813)*, *Estructura del Estado español bonapartista*, Madrid, CSIC, 1983, p.559.

<sup>6</sup> Sur cette affaire, voir Poulot, Dominique, *Le passé en révolution. Essai sur les origines intellectuelles du patrimoine et la formation des musées : 1774-1830*, Paris, Université de Paris I, octobre 1989 (5 vol.), pp.1008-1009.

<sup>7</sup> Les lignes qui suivent doivent beaucoup à la thèse de Christian Demange : *Le Dos de Mayo, mythe et fête nationale. Contribution à l'étude de la symbolique nationale en Espagne (1808-1936)* (thèse de doctorat de l'université de Paris IV, dirigée par Carlos Serrano, soutenue en décembre 1997).

<sup>8</sup> *Diario de las Sesiones de Cortes. Legislatura de 1822*, t.II, Madrid, Imp. de J.A. García, 1872, pp.1124-1125 (n°75 (2.V.1822)).

<sup>9</sup> *Diario de las Sesiones de Cortes. Legislatura de 1822*, t.II, Madrid, Imp. de J.A. García, 1872, pp.1246-1247 (n°85 (8.V.1822)).

<sup>10</sup> *Diario de las Sesiones de las Cortes Constituyentes (1836-1837)*, t.VI, Madrid, Imp. de J.A. García, 1870, pp.4257-4259 (appendice au n°233 (23.VI.1837)) ; le projet de panthéon apparaît dans l'article 3 de ce projet de décret. Ce projet envisage en outre des dispositions pour venir en aide aux familles de ceux qui, depuis 1823, "se sont sacrifiés pour leur amour de la liberté".

<sup>11</sup> "[...] las letras y las armas españolas nos ofrecen en los siglos anteriores hombres eminentes que pueden y deben dar glorioso principio al Panteón nacional".

<sup>12</sup> Le nombre des saints, dans les martyrologes, diminue-t-il le prestige de chacun d'entre eux et la vénération que les chrétiens leur manifestent ?, demande l'un des députés participant au débat (intervention du député Pascual, au cours de la séance du 19.VII.1837, *Diario de las Sesiones de las Cortes Constituyentes (1836-1837)*, t.VII, Madrid, Imp. de J.A. García, 1872, p.4829.

<sup>13</sup> "En cumplimiento de la ley de 6 de noviembre de 1837, la iglesia que fué de San Francisco el Grande de esta córte, se destina a Panteón Nacional, donde se depositarán los restos mortales de todos los españoles eminentes que por su saber, sus virtudes ó sus servicios, hayan merecido bien de la patria, y cuyos nombres sean dignos de pasar À la más remota posteridad".

<sup>14</sup> *Diario de las Sesiones de Córtes. Congreso de los diputados. Legislatura de 1858*, t.II, Madrid, Imp. de J.A. García, 1883, p.1505, appendice 2º au nº73 (I.V.1858): "Proyecto de ley, aprobado por el Senado, y remitido al Congreso, sobre la ereccion de monumentos en sitios públicos À españoles célebres".

<sup>15</sup> Archivo de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, 4-5/2 (plans : Gabinete de Dibujos de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, A-4887, A-4888, A-4889).

<sup>16</sup> Archivo de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, 11-1/2 (plans : Gabinete de Dibujos de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, A-4898, A-4899, A-4900).

<sup>17</sup> Archivo de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, 13-3/2 (plans : Gabinete de Dibujos de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, A-4903, A-4904, A-4905, A-4906).

<sup>18</sup> Archivo de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, 13-3/2 (plans : Gabinete de Dibujos de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, A-4907, A-4908, A-4909).

<sup>19</sup> Dans la présentation de son projet, il écrit avec le ton d'assurance requis par l'épreuve : "Pero desde luego se comprende que una de las partes anexas a los Museos arqueologicos debe ser un salon ó galeria de hombres celebres de esos hombres científicos ó creadores, que han elevado las ciencias y las artes al grado de esplendor en que se encuentran en la actualidad." (Archivo de la Academia de Bellas Artes de San Fernando, 14-4/2).

<sup>20</sup> Cf. Arrechea Miguel, Julio, *Arquitectura y Romanticismo*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1990, pp.36-40.

<sup>21</sup> *Real Orden* du 3 mai 1840.

<sup>22</sup> Pour Valence, cf. Boix, Vicente, *Memoria histórica de la apertura de la apertura de las capillas de S. Vicente Ferrer y de los Reyes en el estinguido convento de Santo Domingo de Valencia*, Valencia, 1844). Pour Cordoue, cf. Archivo de la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando (Madrid), 3/181 (fol. 316).

<sup>23</sup> Barcelone, Arxiu Históric de la Diputació, L1 1003, 1864 (*dictamen* du 7 juin 1864). Michonneau, Stéphane : *Les politiques de mémoire à Barcelone. 1860-1930* (thèse de doctorat de l'E.H.E.S.S., soutenue en décembre 1998 ; cf. notamment pp.150 sqq.).

<sup>24</sup> Diputació, séance du 18 février 1865.

<sup>25</sup> *Diario de sesiones de las Cortes constituyentes (1869-1871)*, t.IV, Madrid, Imp. de J.A. García, 1870, pp.2492-2493 (nº87 ; I.VI.1869).

<sup>26</sup> Le ministre de Fomento précise, lors de la séance des Cortès du 5.VI.1869, qu'à côté de ces quelques cas d'oppositions, "de nombreuses familles et de nombreuses localités sollicitent en ce moment l'honneur, pour leurs ancêtres ou leurs compatriotes d'autres époques, d'être dans le Panthéon National où, selon eux, ils peuvent être admirés d'un plus grand nombre de personnes" ; ("[...] he visto con satisfaccion que en cambio de la oposicion de dos ó tres pueblos y de dos ó tres familias, hay muchas familias y muchos pueblos que vienen solicitando la honra de que sus antecesores ó sus convecinos de otras épocas estén en el Panteón Nacional, donde creen que pueden ser admirados por mayor número de personas."). Les archives des Cortès ne conservent pas, malheureusement, de dossiers correspondant à ces demandes ou à ces oppositions.

<sup>27</sup> M[anuel] P[rieto] y P[rieto], *Panteón Nacional. Descripción de San Francisco, Decreto de las Cortes Constituyentes de 1869 con los apuntes biográficos de los grandes hombres cuyos restos quedan depositados al inaugurarse el Panteón*, Madrid, Imp. de T. Fortanet, 1869, pp.13-14.

<sup>28</sup> Le programme dit précisément : "Colocados los restos en el Panteón, se firmará por S. A. el Regente, por los Presidentes de las Córtes, Consejo de Ministros, Tribunal Supremo de Justicia, Consejo de Estado, Academias, Rectores de la Universidad de Madrid, Decano y Directores de Escuelas, Diputados en comision, Capitan General, Gobernador civil y Comision nombrada para establecer el Panteón Nacional, el acta de inauguracion." (*Inauguración del Panteón Nacional. Programa de la función cívica que ha de celebrarse el domingo 20 de Junio de 1869*, Madrid, Imp. de T. Fortanet, 1869, pp.11-12).

<sup>29</sup> *La Época*, 21.VI.1869 : "La ceremonia, además, aparte de algunas inscripciones impropias ó vulgares de los carros fúnebres y de los colores, demasiado vivos, de los últimos, fué ordenada y causaba una grata y respetuosa impresion. / Por primera vez quizás, desde setiembre acá, vimos en ello representadas y mezcladas todas las clases sociales, así como todos los partidos."

<sup>30</sup> Cf. *La Época*, 7.VI.1869, 10.VI.1869, 12.VI.1869, 15.VI.1869, 21.VI.1869 ; *La Iberia*, 7.VI.1869, 10.VI.1869, 11.VI.1869, 12.VI.1869, 13.VI.1869, 15.VI.1869, 16.VI.1869, 18.VI.1869, 20.VI.1869, 22.VI.1869, 24.VI.1869.

<sup>31</sup> *La Época*, 7.VI.1869 : "Debe ante todo respetarse el derecho de los pueblos a conservar los restos de los hombres que en ellos vieron la luz, porque la centralización moral, la concentración de todas las glorias y recuerdos de la patria en un punto que tan corta influencia ha ejercido en la historia de aquella como Madrid, es todavía mas injusta y mas perniciosa que la centralización material."

<sup>32</sup> *La Época*, 7.VI.1869 : "Esos restos de españoles célebres no pueden en general representar mas que la influencia de la religion, de la Iglesia, de la monarquía y del sentimiento patrio en nuestra historia ; y ¿qué respeto, qué estimación puede inspirar esa representación en una época en que a porfía se sostiene y publica que España no fué religiosa ni monárquica, que la Iglesia fué opresora y que los triunfos de España en Europa y en el mundo fueron los triunfos de la fuerza y de la tiranía?"

<sup>33</sup> Cf. par exemple le paragraphe suivant, dans le numéro de *La Iberia* du 10.VI.1869 :

"Ciertamente que, cerradas por los Felipes la filosofía, la historia y las ciencias exactas, las fuerzas intelectuales de la nación se refugiaron en la literatura : cuando los reyes secuestraron el pensamiento, y la Inquisición castigó con la hoguera toda tentativa de verdad, el que quería decir la tenía que colocarse al lado allá de la frontera."

<sup>34</sup> *La Época*, 15.VI.1869.

<sup>35</sup> On trouvera une description précise de la cérémonie ainsi que des préparatifs sous la plume d'Angel Fernández de los Ríos (*Guía de Madrid*, Madrid, 1876, pp.442-450).

<sup>36</sup> Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores (Madrid), Obra Pía, leg. OP 275.

<sup>37</sup> Ce projet est repris à son compte (sans mention de son auteur) par Manuel Prieto y Prieto, membre de la "sous-commission auxiliaire", dans la brochure qu'il édite à l'occasion de l'inauguration (M[anuel] P[rieto] y P[rieto], *Panteón Nacional. Descripción de San Francisco, Decreto de las Cortes Constituyentes de 1869 con los apuntes biográficos de los grandes hombres cuyos restos quedan depositados al inaugurarse el Panteón*, Madrid, Imp. de T. Fortanet, 1869) ; il écrit à propos du panthéon : "[...] sería superior a todos los de Europa, por ofrecer a la contemplación de propios y extraños, dentro de un mismo recinto, los hombres, los objetos y muchos documentos en que está cifrada la historia de nuestra existencia como Nación." (p.13).

<sup>38</sup> "La revolución francesa puso el Panteón en contacto con el corazón de París ; la revolución española pondrá, andando el tiempo, el Panteón en contacto con el palacio de las Cortes, el corazón de la patria, abriendo una calle destinada a que desde el extremo en que ondee sobre el Congreso la bandera nacional, se vea brillar al otro extremo la fama de oro que sobre la cúpula del Panteón pregone la gloria de nuestros grandes hombres." Cette voie prend le nom de "Rue nationale" dans le programme urbanistique proposé par Angel Fernández de los Ríos dans *El futuro Madrid* (Fernández de los Ríos, Angel, *El futuro Madrid*, introducción de Antonio Bonet Correa, Barcelona, Ediciones Asenet, 1975, pp.140-141).

<sup>39</sup> Fernández de los Ríos, Angel, *Guía de Madrid*, Madrid, 1876, p.448.

<sup>40</sup> Fernández de los Ríos, Angel, *Guía de Madrid*, Madrid, 1876, p.448.

<sup>41</sup> Lettre de Castelar, ministre des affaires étrangères (*Estado*), au ministre des travaux publics (*Fomento*), datée du 19.III.1873 (Archivo General de la Administración, Sección Educación y Ciencias, caja 6773). La lettre déjà citée adressée par Fernández de los Ríos au ministre Ruiz Zorrilla, le 24 juillet 1869, nous informe qu'à cette date l'église de San Francisco el Grande est encore utilisée une heure par jour pour les offices religieux.

<sup>42</sup> Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores (Madrid), Obra Pía, leg. OP 275.

<sup>43</sup> *La Correspondencia de España*, et *La Iberia*, 13.X.1874. Le 19.IV.1841, les restes de Calderón avaient été transférés de l'église de Calatravas au cimetière de la confrérie de San Nicolás (cf *Gaceta de Madrid*, 20.IV.1841).

<sup>44</sup> Cf. par exemple *La Época*, 14.VI.1883.

<sup>45</sup> Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores (Madrid), Obra Pía, leg. OP 275. À titre d'exemple, les dépouilles des architectes Villanueva et Rodríguez sont retirées le 31 janvier 1875, celle de Ercilla le 18 juin 1877, et celle de Lanuza le 11 octobre 1883.

<sup>46</sup> *Diario de sesiones de las Cortes. Congreso de los diputados. Legislatura de 1882-1883*, t.VII, Madrid, Imp. de los hijos de J.A. García, 1883, p.3073.

<sup>47</sup> Outre la thèse de Stéphane Michonneau, cf. Muñoz Corbalán, Juan Miguel, "El "Panteón de Catalans il.lustres". Un proyecto para Barcelona", *D'Art*, 17, mars 1987, pp.185-200.

<sup>48</sup> Je reprends ici les conclusions de Stéphane Michonneau.

<sup>49</sup> M. P. y P. [Manuel Prieto y Prieto], *Panteón Nacional. Descripción de San Francisco, Decreto de las Cortes Constituyentes de 1869 con los apuntes biográficos de los grandes hombres cuyos restos quedan depositados al inaugurarse el Panteón*, Madrid, Imp. de T. Fortanet, 1869, p.39.

<sup>50</sup> Le même texte est envoyé aux Cortès le 9.VI.1869 et le 10.VI.1872 ; ces deux documents sont conservés à l'Archivo General de la Administración (Sección Educación y Ciencias, caja 6773) ; cf aussi : *Diario de sesiones de las Cortes. Congreso de los diputados. Legislatura de 1872 a 1873*, t.II, Madrid, Imp. de J.A. García, 1873, p.887 (séance du 28.X.1872), pp.1043-1044 (séance du 2.XI.1872), p.1189 (séance du 8.XI.1872).

<sup>51</sup> "Se ha establecido también el local dispuesto para enterramientos y que está formado por tres galerías cubiertas rodeando un patio central, destinadas a la colocación de sepulcros ; este local tiene un acceso directo desde el exterior por la calle de Julián Gayarre, y comunica con el interior del Templo por la capilla bautismal y Sacristía hallándose rodeado por un jardín que lo separa de la vía pública con fin de mejorar sus condiciones higiénicas, resguardándolo a la vez de cualquier profanación." (cité dans Fuentes González, Gloria & Tevar de Ozaeta, Cristina, "El Panteón de Hombres Ilustres y la basílica de Atocha de Madrid", *Boletín del Museo e Instituto "Camón Aznar"*, t.XLVII, 1992, pp.107-118 (citation p.110)). Ainsi que le remarquent ces auteurs (p.112), le projet d'Arbós élude habilement le problème du caractère religieux ou séculier du lieu.

<sup>52</sup> Les motifs expliquant l'abandon de ce projet ne sont sans doute pas seulement économiques, comme le précisent G. Fuentes González et C. Tevar de Ozaeta, mais aussi et surtout politiques ("El Panteón de Hombres Ilustres y la basílica de Atocha de Madrid", *Boletín del Museo e Instituto "Camón Aznar"*, t.XLVII, 1992, p.112 : "[...] la basílica se proyectó en época de la restauración alfonsina que llevaba implícito un impulso devocional y como consecuencia el auge de fundaciones religiosas. A principios del siglo XX el sistema canovista está en crisis. Una vez desaparecidas las circunstancias que provocaron la construcción de la basílica ésta carece de sentido y queda paralizada.").

<sup>53</sup> Pastor Mateos, Enrique, *El Panteón de Hombres Ilustres*, Madrid, Instituto de Estudios Madrileños, 1970, p.26. Cf. également Archivo de la Administración, Sección Educación y Ciencias, caja 8269.

<sup>54</sup> Cf. Fernández de los Ríos, Angel, *Guía de Madrid*, Madrid, 1876, p.622, et *El Museo Universal*, 28.II.1857.

<sup>55</sup> Pastor Mateos, Enrique, *El Panteón de Hombres Ilustres*, Madrid, Instituto de Estudios Madrileños, 1970, pp.27-28.